

Approbation de nouvelles mesures salariales et de modifications des prix du stockage agricole



**Un effort est réalisé afin d'orienter les demandeurs d'emploi vers le secteur de la production.
Photo: Granma**

La Havane, 18 février (RHC) Quatre nouvelles mesures salariales et quelques changements dans les prix des produits agricoles ont été approuvés par le groupe de travail temporaire qui examine, étape par étape, l'évolution de la tâche «Mise en Ordre», depuis son début le 1er janvier.

Marino Murillo, membre du Bureau politique du Parti Communiste et chef de la Commission permanente pour la mise en œuvre et le développement des lignes directrices, a rappelé ce mercredi, lors d'une intervention au programme «La Table ronde», que ce processus ne prend pas seulement en compte les opinions de la population, mais aussi les échanges avec la base productive, les entreprises et la question

des prix.

Marta Elena Feitó, ministre du Travail et de la Protection sociale, a déclaré que la question des salaires a été l'une des plus débattues, en raison de son impact sur l'économie familiale. Elle a rappelé que «les distorsions salariales qui existaient, suite aux décisions qui ont été prises lorsqu'il était impossible de mener une réforme, ont déformé la pyramide des salaires, et un ensemble d'aspects seront encore maintenus dans le temps, jusqu'à ce qu'une nouvelle réforme puisse être menée et que la pyramide prenne réellement la forme qu'elle devrait».

Elle a ajouté qu'avant cette réforme, la dernière avait eu lieu en 2005 et que la prochaine aura lieu à mesure que l'économie se développera.

Sur la tendance croissante de la motivation pour l'emploi, elle a souligné que le plus important est qu'elle soit orientée vers le secteur productif, notamment la branche alimentaire, et non vers le secteur budgétisé qui regroupe 48% des travailleurs, alors que 52% appartiennent au secteur productif.

«Il est maintenant temps de s'assurer que cette augmentation de l'emploi entraîne une augmentation de la productivité du travail», a-t-elle déclaré.

Les quatre mesures approuvées sont les suivantes :

- Modification des salaires pour les travailleurs hautement qualifiés dans le système d'entreprise.
- Approbation de systèmes de rémunération à la performance pour quatre secteurs de l'économie.
- Décentralisation des pouvoirs pour l'approbation de deux systèmes de paiement qui restent dans le secteur budgétisé.
- Différenciation salariale pour les enseignants diplômés du niveau technique supérieur.

Concernant la première mesure, Maria Elena Feitó a expliqué que quatre exigences fondamentales ont été établies pour les travailleurs appartenant aux groupes VII et VIII de l'échelle des salaires.

- Ils exigent pour leurs performances une qualification de niveau moyen supérieur ou de niveau technique moyen.
- Ils nécessitent de longues périodes de formation, étant donné leur haut niveau de spécialisation.
- Ils exercent des fonctions à haute responsabilité à des postes clés dans des secteurs stratégiques.
- Les défaillances opérationnelles représentent un coût économique et social élevé.

Après analyse, elle a informé qu'à ce jour, 60 postes d'opérateurs ont été approuvés, couvrant 12.400 travailleurs, dont le paiement sera effectué rétroactivement à partir de janvier.

Elle a mentionné que ces travailleurs sont principalement liés à l'Union électrique, au groupe d'affaires maritimes, portuaires et de pêche, ainsi qu'aux activités liées au transport et à l'industrie en général.

Concernant la deuxième mesure, la ministre a informé qu'elle comprend deux modèles de gestion qui ont été appliqués avec de très bons résultats : un dans l'entreprise TaxisCuba, associé au respect du coefficient d'utilisation du parc de véhicules, et un autre dans les terminaux d'autobus de la Compagnie de transport de La Havane, pour les chauffeurs, les collecteurs et le personnel des ateliers.

Cela a également été approuvé pour la vente au détail dans le secteur du tourisme, en se référant au revenu par poids de vente, et pour les responsables des bureaux de contrôle et de recouvrement des amendes.

Elle a déclaré que dans le secteur budgétisé, tous les systèmes de paiement ont été éliminés et qu'il n'en reste plus que deux : un associé à la production et à la réalisation de programmes de radio et de télévision, et un autre pour la production de programmes audiovisuels et les studios d'animation. Dans les deux cas, a-t-il ajouté, les pouvoirs d'approbation des systèmes de paiement ont été décentralisés vers le président de l'ICRT et le ministre de la Culture, respectivement.

La dernière mesure, a-t-elle signalé, consiste à différencier les salaires des enseignants diplômés des écoles techniques supérieures, dont 872 viennent d'être embauchés cette année.

Cette disposition a un coût estimé à 4,2 millions de pesos et, depuis sa mise en œuvre, l'enseignement général et secondaire a des positions différentes pour les diplômés de l'enseignement supérieur, technique supérieur et technique moyen, ce qui encourage ces professionnels à exceller.

Dans le cadre de la stratégie économique et sociale et des mesures liées au développement ordonné, Meisi Bolaños, ministre des Finances et des Prix, a souligné l'importance accordée à la production alimentaire et la nécessité pour le pays d'accroître la portée de la souveraineté alimentaire.

Concernant les prix agricoles, elle a souligné que la valeur d'achat pour le producteur (paysan, utilisateur de la terre ou formes de production) doit être basée sur le résultat de cette production, et les destinations de la collecte, qui sont, fondamentalement, la vente au détail à la population, la consommation sociale, l'industrie et le tourisme.

Tout cela, a signalé la ministre, acquiert une plus grande pertinence dans le cadre de la tâche « Mise en Ordre », car il fallait tenir compte des prix de collecte qui étaient déjà établis avec un niveau de centralisation important, et qui ont augmenté au cours des dix dernières années.

Sur la base de ce scénario, a-t-elle dit, des principes ont été établis pour la formation des prix de collecte, parmi lesquels le producteur agricole reçoit des signaux du marché, l'effet de la dévaluation est reconnu dans les coûts et les dépenses pour la main-d'œuvre sont ajustées. En outre, les prix de collecte sont approuvés, en règle générale, sans subventions, et la masse précédente de profit des produits agricoles, contenue dans la formation du prix de collecte actuel, est maintenue.

Cependant, en raison de l'effet de l'augmentation des coûts et en vertu du principe de maintien de la même masse de profit, il y a eu une augmentation des prix, a-t-elle dit.

Elle a rappelé que, dans le cas de produits qui ne font pas partie des 30 centralisés, les entreprises de collecte ou agricoles, et les gouvernements locaux eux-mêmes, ont le pouvoir de convenir des prix avec les formes productives, en respectant les principes énoncés ci-dessus.

Concernant les nouvelles décisions relatives aux prix de collecte de divers produits agricoles, Meisi Bolaños a indiqué qu'en ce qui concerne le riz, par exemple, des ajustements ont été apportés au taux d'approvisionnement en eau en fonction des risques. De 126 pesos pour mille mètres cubes d'eau, il est passé à 86 pesos.

Les services de plantation et de pulvérisation aérienne ont réduit de plus de 3 mille pesos l'heure productive.

« Le riz détient un niveau de priorité pour ce qui est de la livraison des intrants et des paquets technologiques, car c'est l'une des productions qui remplace le plus les importations. Malgré cela, a augmenté la livraison d'une subvention temporaire à payer un peu plus au producteur lors de la livraison de la consommation de riz, qui sont 389 pesos de plus par tonne de riz paddy humide, équivalent à 778 pesos par tonne de consommation ».

Ce concept nécessite, selon la ministre des Finances, 220 millions de pesos qui devront être accordés à partir d'une mise en œuvre réelle de ces productions et des principes de redistribution budgétaire.

Pour garantir le prix de collecte de la production porcine, il a été décidé de diminuer, pour le producteur, de 60 % le prix de vente des aliments pour animaux domestiques, ce qui, pour les usines d'aliments pour animaux, équivaut à une croissance de la production et des ventes de 1,4 fois environ, et donc de procéder à un ajustement qui taxe les résultats de l'usine.

Pour différencier le prix de la collecte du lait, qui est jusqu'à 7,50 pesos par litre, le paiement du transport a été décidé, selon Meisi Bolaños, de payer ce dernier jusqu'à 30 centavos par litre au-dessus du prix, avec une limite de six kilomètres de voyage. «Il faut donc cent millions de pesos du budget de l'État pour soutenir ce paiement aux producteurs».

De même, le paiement d'un maximum de 15 centavos par litre de lait collecté à froid, selon les paramètres établis, et ce, à la charge de l'industrie alimentaire.

En résumé, Marino Murillo a souligné qu'il est important, avec les changements actuels, que tous les engagements soient respectés, car le principe est de maintenir une discipline stricte avec chaque destination contractuelle.

Source: Granma

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/248143-approbation-de-nouvelles-mesures-salariales-et-de-modifications-des-prix-du-stockage-agricole>



Radio Habana Cuba